

Rapport au Premier ministre

Le projet de décret relatif à la composition du comité social et économique et aux heures de délégation attribuées à ses membres comprend neuf articles faisant application des articles L.2314-1, L. 2315-7, L. 2315-8, L. 2315-9, 2315-11, 2316-4 et L.2321-4 dans leur rédaction issue de l'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales.

Ce décret a pour objectif de déterminer le nombre de membres du comité social et économique ainsi que les heures de délégation qui leur sont attribuées.

L'article premier détermine, en considération du nombre de salariés dans l'entreprise ou dans l'établissement, le nombre de membres de la délégation du personnel du comité social et économique et leurs heures de délégations. Ces dispositions sont supplétives.

L'article deux prévoit que le nombre d'heures de délégation des représentants syndicaux au comité social et économique ne peut être supérieur à 20 heures.

Les articles trois et quatre encadre les dispositifs de mutualisation et d'annualisation des heures de délégations prévus par les articles L. 2315-7 et L. 2315-9. Ils reprennent les dispositifs qui existaient jusqu'alors pour la délégation unique du personnel. Ainsi, **l'article trois** permet l'utilisation des heures de délégation accumulées au cours des 12 mois précédents dans la limite d'une fois et demi le crédit mensuel d'heures de délégation. **L'article quatre** encadre le dispositif de mutualisation des heures de délégation entre membres de la délégation du personnel du comité social et économique en prévoyant que chaque représentant ne peut disposer, dans le mois, par l'effet de la mutualisation, de plus d'une fois et demie du crédit d'heures de délégation.

L'article cinq fixe la durée maximum au-delà de laquelle le temps passé en réunion interne et en commission doit être déduit des heures de délégation. Cette durée est fixée à 30 heures pour les entreprises de moins de 300 salariés et à 60 heures pour les entreprises d'au moins 300 salariés. Le renvoi à un décret en Conseil d'Etat à l'article L.2315-11 pour fixer la limite de durée globale, à défaut d'accord, dans laquelle le temps passé aux réunions internes du comité et de ses commissions est payé comme du temps de travail effectif est une nouveauté issue de l'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017. Ce renvoi n'existait pas auparavant mais il existait des dispositions légales pour certaines commissions du comité d'entreprise. S'agissant de la commission économique, le temps passé en réunion était rémunéré comme temps de travail, dans la limite d'une durée globale ne pouvant excéder 40h par an (ancien article L.2325-25). S'agissant de la commission aide au logement, le temps passé en réunion était rémunéré comme temps de travail, dans la limite d'une durée globale ne pouvant excéder 20 par an (ancien article L.2325-30).

L'article six fixe, à défaut d'accord, à vingt-cinq titulaires et vingt-cinq suppléants le nombre maximum de membres du comité social et économique central.

L'article sept détermine, en l'absence d'accord sur la question, le nombre minimum d'heure de délégation dont bénéficient les élus du Conseil d'entreprise participant à une négociation à défaut d'accord sur la question. Ces heures se cumulent avec celles liées à l'exercice des compétences du comité social et économique par le conseil d'entreprise.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.

Vu l'avis de la commission nationale de la négociation collective en date du xxx ;

Vu l'avis du conseil d'orientation des conditions de travail en date du XXX ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décrète :

Article 1^{er}

A défaut de stipulations dans l'accord prévu au troisième alinéa de l'article L. 2314-1, le nombre de membres de la délégation du personnel du comité social et économique prévu à l'article L. 2314-1 est défini dans le tableau ci-après.

A défaut de stipulations dans l'accord prévu à l'article L. 2314-7, le temps mensuel nécessaire à l'exercice de leurs fonctions par les représentants mentionnés au 1° de l'article L. 2315-7 est fixé dans les limites d'une durée définie dans le tableau ci-après. Ce nombre d'heures peut être augmenté en cas de circonstances exceptionnelles.

Lorsque les membres du comité social et économique sont également représentants de proximité, le temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions défini par l'accord prévu à l'article L.2313-7 peut rester inchangé par rapport au temps dont ils disposent en vertu de l'accord prévu à l'article L. 2314-7 ou, à défaut du tableau ci-dessous.

Effectif de l'entreprise (nombre de salariés)	Nombre de titulaires	Nombre mensuel d'heures de délégation	Total heures de délégation
11 à 24	1	10	10
25 à 49	2	10	20
50 à 74	4	18	72
75 à 99	5	19	95
100 à 124	6	21	126
125 à 149	7	21	147
150 à 174	8	21	168
175 à 199	9	21	189
200 à 249	10	22	220
250 à 299	11	22	242
300 à 399	11	22	242
400 à 499	12	22	264
500 à 599	13	24	312
600 à 699	14	24	336
700 à 799 (*)	14	24	336
800 à 899	15	24	360
900 à 999	16	24	384

1000 à 1249	17	24	408
1250 à 1499	18	24	432
1500 à 1749	20	26	520
1750 à 1999	21	26	546
2000 à 2249	22	26	572
2250 à 2499	23	26	598
2500 à 2749	24	26	624
2750 à 2999	24	26	624
3000 à 3249	25	26	650
3250 à 3499	25	26	650
3500 à 3749	26	27	702
3750 à 3999	26	27	702
4000 à 4249	26	28	728
4250 à 4499	27	28	756
4500 à 4749	27	28	756
4750 à 4999	28	28	784
5000 à 5249	29	29	841
5250 à 5499	29	29	841
5500 à 5749	29	29	841
5750 à 5999	30	29	870
6000 à 6249	31	29	899
6250 à 6499	31	29	899
6500 à 6749	31	29	899
6750 à 6999	31	30	930
7000 à 7249	32	30	960
7250 à 7499	32	30	992
7500 à 7749	32	30	960
7750 à 7999	32	32	1024
8000 à 8249	32	32	1024
8250 à 8499	33	32	1056
8500 à 8749	33	32	1056
8750 à 8999	33	32	1056
9000 à 9249	34	32	1088
9250 à 9499	34	32	1088
9500 à 9749	34	32	1088
9750 à 9999	34	34	1156
10000	35	34	1190

Les effectifs s'apprécient dans le cadre de l'entreprise ou dans le cadre de chaque établissement distinct.

Article 2

Le temps nécessaire à l'exercice de ses fonctions par les représentants syndicaux mentionnés aux 2° et 3° de l'article L. 2315-7 est fixé dans des limites d'une durée, qui sauf circonstances exceptionnelles, ne peut excéder vingt heures par mois.

Article 3

Le temps prévu à l'article L. 2315-7 peut être utilisé cumulativement dans la limite de douze mois. Cette règle ne peut conduire un membre à disposer, dans le mois, de plus d'une fois et demi le crédit d'heures de délégation dont il bénéficie.

Pour l'utilisation des heures ainsi cumulées, le représentant informe l'employeur au plus tard huit jours avant la date prévue de leur utilisation.

Article 4

La répartition des heures entre les membres de la délégation du personnel du comité social et économique, prévue à l'article L. 2315-9, ne peut conduire l'un d'eux à disposer, dans le mois, de plus d'une fois et demi le crédit d'heures de délégation dont bénéficie un membre titulaire en application de l'article 1er

Les membres titulaires de la délégation du personnel du comité social et économique concernés informent l'employeur du nombre d'heures réparties au titre de chaque mois au plus tard huit jours avant la date prévue pour leur utilisation. L'information de l'employeur se fait par un document écrit précisant leur identité ainsi que le nombre d'heures mutualisées pour chacun d'eux.

Article 5

A défaut d'accord d'entreprise, le temps passé par les membres de la délégation du personnel du comité social et économique aux réunions mentionnées au 2° de l'article L. 2315-11 n'est pas déduit des heures de délégation prévues à l'article 1er dès lors que la durée annuelle globale de ces réunions n'excède pas :

- 30 heures pour les entreprises de 300 salariés à 1000 salariés ;
- 60 heures pour les entreprises de plus de 1000 salariés.

L'effectif est apprécié une fois par an, sur les douze mois précédents, à compter du premier mois suivant celui au cours duquel a été élu le comité.

Article 6

Sauf accord conclu entre l'employeur et l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise, le nombre des membres du comité social et économique central ne peut dépasser vingt-cinq titulaires et vingt-cinq suppléants.

Dans les limites fixées au premier alinéa, chaque établissement peut être représenté au comité social et économique central soit par un seul délégué, titulaire ou suppléant, soit par un ou deux délégués titulaires et un ou deux délégués suppléants.

Article 7

A défaut d'accord prévu à l'article L. 2321-2, chaque élu du Conseil d'entreprise participant à une négociation dispose d'un nombre d'heures de délégation qui s'ajoute aux heures de délégation dont il bénéficie en application du 1° de l'article L. 2315-7. Cette durée ne peut être inférieure à :

- 12 heures par mois dans les entreprises jusqu'à 149 salariés ;
- 18 heures par mois dans les entreprises de 150 à 499 salariés ;
- 24 heures par mois dans les entreprises d'au moins 500 salariés.

Article 8

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Article 9

La ministre du travail est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le,

Par le Premier ministre,
Edouard PHILIPPE :

La ministre du travail,
Muriel PÉNICAUD :